

Le fait d'être compétitif favorise le commerce. De même, le commerce contribue à nous rendre plus compétitifs. La compétitivité et le commerce ne sont pas des ajouts ou des options qui se greffent à l'économie canadienne. Ce sont des éléments fondamentaux de toute économie moderne. Ce sont ces éléments qui font qu'une économie est moderne et prospère. Il ne s'agit pas d'arguments ni d'idéologies: C'est la réalité.

Je doute que quiconque ici à la Chambre ose contester ce point. On ne peut nier non plus le fait que le marché canadien est petit; il est plus important que celui de bien d'autres pays, mais il demeure petit comparé à celui de nos principaux concurrents. De nos jours, vingt-six millions de personnes ne peuvent assurer une économie prospère en vendant uniquement leurs produits à eux-mêmes.

Cette simple réalité a fait de nous l'une des principales nations commerçantes du monde. Un grand nombre de nos compagnies ont connu beaucoup de succès au niveau international. Ces entreprises savent qu'elles doivent être concurrentielles à l'étranger si elles veulent être prospères chez-nous. Cette activité commerciale engendre des recettes qui sont consacrées à la recherche et au développement, à l'acquisition de nouvelles techniques, ainsi qu'à l'expansion et à la formation.

Le succès de ces compagnies illustre comment l'industrie canadienne peut relever les défis de l'économie internationale. Toutefois, pour que le Canada puisse connaître du succès au niveau international, il faut élargir nos possibilités d'accès aux nouveaux marchés tout en préservant ceux que nous desservons déjà.

Dans le cadre d'une initiative globale d'expansion, le Canada pénétrera de nouveaux marchés en Europe et dans les pays de la région du Pacifique, et il profitera aussi des débouchés aux États-Unis. L'Accord de libre-échange conclu avec les États-Unis constitue un pas de géant pour ce qui est de protéger et d'améliorer nos relations commerciales avec notre plus important partenaire.

En 1988, juste avant l'entrée en vigueur de l'ALE, les sorties de capitaux nettes directes, c'est-à-dire les sorties de capitaux du Canada, se sont élevées à 2,5 milliards de dollars. En 1990, le Canada a enregistré des entrées de capitaux nettes directes de 4,3 milliards de dollars, lesquelles provenaient de tous les pays. C'était la première fois en 16 ans que nos entrées de capitaux nettes étaient supérieures aux sorties.

Notre surplus commercial avec les États-Unis est passé de 14 milliards de dollars en 1988 à 17 milliards de dollars en 1990. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALE, les exportations aux États-Unis ont augmenté d'environ 7 p. 100, malgré la récession.

Ces exportations sont des produits tels que les céréales et le zinc, des marchandises fabriquées comme le maté-

riel électrique et le matériel roulant, ainsi que de l'équipement de haute technologie comme le matériel aérospatial et les instruments scientifiques et spécialisés. Nos exportations connaissent un essor dans bien des secteurs depuis l'entrée en vigueur de l'ALE. Toutefois, nous ne pouvons nous reposer sur nos lauriers.

Notre capacité de soutenir la concurrence dans le marché global continue d'être mise à rude épreuve. Certains indices troublants donnent à penser que le Canada est en train de perdre son avantage concurrentiel. Il faut donc réagir.

Selon le document intitulé *1990 World Competitiveness Report* et publié par le Forum économique mondial, le Canada vient au cinquième rang pour ce qui est de la compétitivité globale, mais seulement au treizième rang pour l'efficacité industrielle, au quinzième rang pour l'orientation internationale, et au seizième rang pour l'orientation future.

La communauté internationale ne va pas nous attendre si nous hésitons et tergiversons quant à la façon d'améliorer notre productivité, et elle n'attendra pas non plus que nous ayons réglé nos problèmes constitutionnels.

Nous devons agir rapidement. Il nous faut repenser notre manière de faire les choses ainsi que modifier notre attitude et nos méthodes en matière commerciale pour mieux nous adapter à un contexte nouveau.

• (1130)

Un certain nombre de facteurs clés contribuent à l'édification d'une économie canadienne vigoureuse et compétitive capable de prospérer sur le marché mondial.

Pour commencer, nous devons améliorer nos capacités en sciences et technologie ainsi qu'appliquer les meilleures techniques en milieu de travail. Le niveau de recherche et développement de notre industrie privée en bien inférieur à ce que nous observons chez nos concurrents. Quant à la R-D effectuée par les gouvernements, notre situation est comparable à celle des autres. C'est notre secteur privé qui tire de l'arrière.

Nous devons constituer des réseaux et former des alliances entre les divers milieux de recherche dans l'industrie, les universités et les services de l'État. Nous devons aider l'industrie à s'adapter et à se doter des nouvelles technologies qui renforceront son avantage concurrentiel.

Le deuxième élément nécessaire à notre compétitivité est une main-d'oeuvre hautement compétente et de grande qualité. Cela veut dire qu'il faut non seulement aider le réseau d'enseignement à fournir les compétences essentielles à une économie industrielle moderne, mais encore soutenir les efforts déployés par l'entreprise pour assurer une formation continue à ses employés. Tout cela fait partie de la formation constante dont il est question dans le discours du Trône.